



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Le Pouvoir adjudicateur :

**CAISSE d'ASSURANCE MALADIE DE LA MARNE
14 Rue du Ruisselet
51086 REIMS CEDEX**

Objet du Marché :

**MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICE DE CONCIERGERIE
N° 01/2025**

(Procédure adaptée conformément à l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique)

Date et heure limites de réception des offres

Le Vendredi 21 novembre 2025 à 11h00

En application des dispositions prévues à l'article R2132-7 du code de la commande publique, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre) sont transmis par voie électronique. Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique.

**Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation
Aucune transmission sur support physique électronique n'est autorisée pour cette consultation
Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante :
<https://www.achatpublic.com>**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2 LOTS.....	4
1.3 PARTIES CONTRACTANTES	4
1.4 PROCÉDURE DE CONSULTATION ET DÉLAI DE NOTIFICATION	5
1.5 PRESTATION SIMILAIRES.....	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
2.1- OBJET	5
2.2- PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – DURÉE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
4.1 PÉRIMÈTRE DE LA MISSION	6
4.2 SERVICES ATTENDUS À MINIMA.....	7
4.3 ACCÈS AUX SERVICES.....	8
4.4 COMMUNICATION.....	9
4.5 QUALITÉ DE SERVICE.....	9
4.6 SUIVI DES PRESTATIONS.....	10
4.7 DISPOSITION DIVERSES.....	10
ARTICLE 5 – POURSUITE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	10
5.1 MODIFICATION DE MARCHÉ.....	10
5.2 CLAUSE DE REEXAMEN.....	11
5.3 CLAUSE DE REEXAMEN POUR MODIFICATION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 6 - DÉTERMINATION DES PRIX	11
6.1 FORME DES PRIX	11
6.2 VARIATION DES PRIX	11
6.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE	13
6.4 OFFRE PROMOTIONNELLE	13
ARTICLE 7- RÉGLEMENT DES PRESTATIONS	13
7.1 AFFICHAGE DES PRIX À PAYER.....	13
7.2 MOYENS DE PAIEMENTS	13
7.3 RÉGLEMENT DES PRESTATIONS	13
ARTICLE 8 - MODALITÉ DE RÉGLEMENT	13
8.1 FACTURES	13
8.2 DÉLAI DE PAIEMENT	14
ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	14
9.1 RECRUTEMENT ET RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL	14

9.2 COMPORTEMENT DU PERSONNEL	15
9.3 SERVICE EN CAS D'ABSENCE	16
9.4 CONTINUITE DE SERVICE.....	16
9.5 TRANSFERT DE RISQUES.....	16
9.6 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	16
ARTICLE 10 – PENALITES	16
10.1 PENALITE POUR RETARD	17
10-2 PENALITES POUR NON OBTENTION DE RESULTATS, MANQUEMENT A UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE OU DEFAILLANCE	17
10-3 PENALITE POUR NON DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE	17
10-4 PENALITE POUR NON RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE	17
10.5 PENALITE POUR NON TRANSMISSION DES STATISTIQUES ET ENQUÊTES PENDANT LA DUREE DU MARCHÉ	17
ARTICLE 11 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	18
ARTICLE 12 – INTERETS MORATOIRES	18
ARTICLE 13 – NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES	18
ARTICLE 14 – CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES	18
ARTICLE 15 – RESILIATION	19
ARTICLE 16 – RESPONSABILITE	19
ARTICLE 17-ASSURANCES	20
ARTICLE 18-CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE	20
ARTICLE 19 – SOUS TRAITANCE	21
19.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE FACE AU SOUS-TRAITANT.....	21
19.2 PAIEMENT DIRECT DU SOUS TRAITANT DE 1 ^{er} RANG OU DIRECT	22
19.3 INTERVENTION D'UN SOUS-TRAITANT INDIRECT DANS L'EXECUTION DES PRESTATION ET MODALITE DE PAIEMENT	23
ARTICLE 20 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	23
ARTICLE 21-REGLEMENT DES LITIGES	24
ARTICLE 22-DEROGATIONS	25

PREAMBULE

La présente consultation vise à sélectionner un prestataire, auquel sera confié l'installation et la gestion d'une conciergerie d'entreprise à la faveur des agents de la CPAM de la Marne sur ces différents sites.

Dans un souci de qualité de vie au travail, elle souhaite mettre à leur disposition une gamme de services, leur permettant notamment de gagner du temps et de se décharger de certaines formalités quotidiennes

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché ainsi que la description des prestations et leurs spécifications techniques.

Les prestations seront effectuées à la faveur des agents de la CPAM de la Marne sur ces différents sites, définis ci-dessous :

- **Site de Reims** – 14 rue du Ruissellet – 51086 Reims ;
- **PFS MDA** – Z.I les Essillards – 14 rue Gabriel Voisin – 51100 Reims ;
- **Site d'Epernay** - 1 rue Jean Valentin -51200 Epernay ;
- **Site de Châlons-en-Champagne** – 2 allée Saint Jean – 51043 Châlons-en-Champagne ;
- **Site de Vitry-le-François** – 18 rue du Marabais – 51322 Vitry-le-François.
- **Site PFTA de Châlons-en-Champagne** - 1 place de la Comédie – 51000 Châlons-en-Champagne

1.2 LOTS

Le marché n'est pas alloti, l'allotissement risquant de rendre l'exécution de la prestation difficile et financièrement coûteuse.

1.3 PARTIES CONTRACTANTES

1.3.1 Les parties contractantes sont :

- D'une part,

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne – CPAM de la Marne,
Représentée par Madame Sandrine LORNE, Directrice désigné ci-après par l'expression **‘L'organisme’**,

- Et d'autre part :

L'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après par l'expression « **Le titulaire** ».

1.3.2 La personne responsable du marché est la **Directrice de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne**.

1.3.3 Le comptable assignataire est le **Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne**.

1.4 PROCEDURE DE CONSULTATION ET DELAI DE NOTIFICATION

La présente consultation est passée selon la Procédure Adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité Sociale.

La durée de validité des offres est de 90 jours. Le soumissionnaire restera engagé par sa proposition jusqu'à l'expiration dudit délai.

1.5 PRESTATION SIMILAIRES

Des marchés de services qui ont pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché et exécutées par le titulaire pourront lui être confiés en faisant application de la procédure de marchés sans publicité ni mise en concurrence prévue à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, sous réserve toutefois qu'une telle possibilité réponde aux exigences posées par l'article R2122-7 du Code de la commande publique prévu dans le cadre de la procédure de passation du marché de services passé en premier.

En tout état de cause, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus, ne pourra pas dépasser trois ans à compter de la notification du marché.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1- OBJET

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché ainsi que la description des prestations et leurs spécifications techniques.

2.2- PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021, l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché sont les suivants :

1-L'ATTRI1, dans la version résultant des dernière modifications éventuelles, opérées par avenant ;

- 2- Le Bordereau de Prix ;
- 3- L'annexe Délais
- 4- Le présent Cahier des Clauses Particulière (CCP) et ses annexes ;
- 5- Le cadre de réponse technique ;
- 6- L'acte contractuel de confidentialité ;
- 7- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
- 8- L'annexe n° 3 au CCP – Prix des prestations. *Cette annexe constitue simplement un engagement de la société sur les prix pratiqués aux prestations attendus à minima qui seront réglés directement par les agents de la CPAM de la Marne et ne fera en aucun cas l'objet d'une notation dans le cadre de cette consultation.*

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives de la CPAM de la Marne, fait seule foi.

Pièces générales non jointes car réputée connues du titulaire :

- Le Code de la commande publique,
- Le CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO le 1^{er} avril 2021 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine au présent CCP,
- Les Normes françaises en cours ou toutes autres normes jugées équivalentes qui transposent les normes européennes,

Ces pièces, bien que non fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période de 12 mois à compter du 02 janvier 2026 ou de la date de réception de la notification si cette dernière est ultérieure.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois chacune.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où la CPAM de la Marne décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1 PERIMETRE DE LA MISSION

Dans le cadre de prestation de conciergerie, le titulaire aura pour missions principales de :

- Répondre aux demandes « privées » du salarié sur le lieu de travail et/ou à domicile,
- Facturer directement aux salariés **et aux prix indiqués en annexe n°3 au CCP ou sur le site extranet et sur support physique pour les éventuelles autres prestations (ou tarif préférentiel)** les prestations fournis,
- Travailler en priorité avec des prestataires locaux, artisans, associations et Services d'Aide par le Travail (ESAT), localisés dans la Marne,
- Prendre en charge la communication et ainsi de mettre en place les outils de communication pour présenter régulièrement les services proposés aux salariés du site (affichage, communication, site internet, ...)
- Respecter les délais et services,
- Assurer la même qualité de service durant toute durée du contrat.

Le titulaire est le seul responsable de la gestion financière du service de la conciergerie.

Le titulaire devra mettre en place l'organisation et les moyens qui lui permettront de garantir des prestations de qualité dont il aura l'entière responsabilité. Aucun frais supplémentaire, en dehors du prix de la prestation demandé **et aux prix indiqués en annexe n°3 au CCP ou sur le site extranet et sur support physique pour les éventuelles autres prestations (ou tarif préférentiel)** ne sera demandé aux agents de l'organisme. Les services proposés par la conciergerie devront être accessibles à tous les agents de l'organisme.

La titulaire devra mettre à disposition des agents de la CPAM une personne identifiée qui aura pour mission de satisfaire au mieux les demandes des agents. Tout remplacement devra faire l'objet d'une information préalable auprès de la personne référente de la CPAM de la Marne qui sera désignée lors de la réunion de cadrage.

4.2 SERVICES ATTENDUS A MINIMA

L'organisation la mise en œuvre des prestations attendues devront être effectués dans les délais sur lesquelles le titulaire s'est engagé dans son offre.

La conciergerie mise en place sur les différents sites permettra aux agents de la CPAM de la Marne d'avoir accès à minima aux prestations relatives aux grandes familles de services listées ci-dessous (liste non exhaustive) :

- Au quotidien :
 - Cordonnerie
 - Retouches/Couture
 - Service postaux et colis
 - Boulangerie
 - Distribution de panier de fruits et/ou légumes et/ou produits locaux
 - Pressing
 - Repassage
 - Blanchisserie
- A domicile :
 - Garde d'enfant/Garde d'enfant d'urgence en crèche
 - Garde d'animaux

- Service de plomberie, électricité, ramonage, serrurier
- Entretien du jardin
- Ménage
- Soutien scolaire/ Aide aux devoirs
- Lavage de voiture
- Bricolage
- Aide à la personne
- Courses
- Autre services :
 - Conseiller juridique
 - Administratif
 - Coursier
 - Transport de personne
 - Prise de rendez-vous/Réservation/Transport
 - Déménagement

Les agents pourront passer commandes via :

- l'espace personnel ;
- téléphone ;
- une application mobile.

Pour les achats divers, la livraison se fera principalement sur site. Le titulaire pourra également proposer la livraison de ces produits à domicile.

La titulaire devra indiquer le périmètre kilométrique d'intervention sur lequel il s'engage dans le Bordereau de Prix.

4.3 ACCES AUX SERVICES

Une réunion de cadrage sera à planifier en commun accord avec le titulaire et l'organisme courant février 2026 afin de déterminer des dates, pour effectuer, un évènement particulier et convivial qui sera organisé sur chaque site en collaboration avec les services de l'organisme.

Lors de cette réunion l'organisme confirmera au titulaire les documents nécessaires à la bonne exécution du marché ainsi qu'un carnet de liaison ou le titulaire devra renseigner les éventuels problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché.

Pour l'établissement de REIMS :

L'accès aux services pour les salariés se fera sous forme d'espace conciergerie par des passages casiers.

Les casiers devront être installés avant le 02/01/2026 ou au plus tôt si la date de notification du marché est ultérieure.

Des jours de passages d'un concierge devront être arrêtés d'un commun accord avec le titulaire lors de la réunion de cadrage, au minimum 3 passages par semaine.

Pour les autres sites :

L'accès aux services pour les salariés sur les sites se fera sous forme de passage à la commande, avec une remise de la main à la main.

4.4 COMMUNICATION

Le titulaire devra prendre en charge la communication sur les prestations dont pourront bénéficier les agents de la CPAM de la Marne grâce à l'envoi de supports numériques et physique. Il devra réaliser régulièrement des campagnes de communication en collaboration avec les services de la CPAM de la Marne.

Le titulaire devra mettre à disposition des agents de la CPAM de la Marne, a minima une plateforme téléphonique accessible du lundi au vendredi de 08h00 à 19h00 ainsi qu'un accès personnalisé 24h/24 et 7j/7 à un site extranet et/ou un espace personnel et/ou une application mobile (réservation, commandes, paiement sécurisé, offres promotionnelles,...). Ce site devra être simple, intuitif et ergonomique.

Le titulaire devra être capable d'informer l'utilisateur sur le suivi de ses commandes.

Le titulaire proposera un catalogue chiffré de l'ensemble des prestations à minima via le site extranet et sur support physique. Les utilisateurs disposeront d'une adresse courriel spécifique dans le cas de réclamation.

Dès la notification du marché, le titulaire en collaboration avec les services de l'organisme, devra démarrer une campagne de communication visant à informer l'ensemble des agents de la CPAM de la Marne des prestations dont ils pourront bénéficier.

4.5 QUALITE DE SERVICE

Le titulaire devra proposer des prestations de qualité aux prix indiqués en annexe n°3 au CCP ou sur le site extranet et sur support physique pour les éventuelles autres prestations ou à des tarifs préférentiels. Des réductions et/ou des offres promotionnelles pourront être régulièrement envisagées sur un produit ou une prestation.

Le titulaire privilégiera le plus possible le recours à des partenaires locaux et dans la mesure du possible aura recours à des entreprises adaptées et/ou des entreprises d'insertion professionnelle.

Des enquêtes de satisfaction seront également menées par le titulaire auprès des agents de la CPAM de la Marne tous les trimestres pour la première année du contrat, en fonction de la satisfaction ces enquêtes pourront être réalisées semestriellement pour les autres années du contrat, selon des critères de qualité :

- Respect des délais de réalisation ;
- Délai de réponse ;
- Respect des consignes et contraintes ;
- Réactivité ;
- Qualité de service des prestations.

Le titulaire veillera à étudier toutes les solutions qui pourront permettre une amélioration de la productivité et de qualité de service.

4.6 SUIVI DES PRESTATIONS

Le titulaire désignera un interlocuteur ainsi qu'un numéro de téléphone et une adresse mail pour toute communication avec la CPAM de la Marne.

Dans le cadre du niveau de qualité de services, le titulaire devra fournir mensuellement, tout en garantissant l'anonymat des utilisateurs, les statistiques relatives à la fréquentation de la conciergerie sur les éléments suivants :

- Un chiffrage du nombre d'utilisateur par site et par type de service (service quotidien, service à domicile et autre service) ;
- Le nombre de demande par site ;
- Le nombre de prestations servies par site et par catégorie ;
- Le nombre de réclamations par site et par type.

Le titulaire proposera à la réunion de mise au point, la mise en place d'une procédure d'identification et de suivi des incidents, de sa déclaration jusqu'à sa résolution.

Ce suivi permettra d'apprécier dans le temps la qualité de la prestation. Tout dysfonctionnement devra être consigné et le référent de la CPAM de la Marne devra être informé soit à chaque incident, soit mensuellement avec un fichier reprenant les incidents du mois.

En cas de récurrence des incidents imputable au titulaire et par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités pourront être appliquées.

4.7 DISPOSITION DIVERSES

Le titulaire devra :

- Proposer un planning d'animations annuel sans surcoût pour l'organisme ;
- Proposer une solution de remboursement ou de dédommagement en cas de perte, vol ou détérioration d'un article lors du transport, de l'exécution de prestation ou autre ;
- Répondre dans un délai de 48 heures maximum aux réclamations ou demandes des utilisateurs.

ARTICLE 5 – POURSUITE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 MODIFICATION DE MARCHE

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée aux conditions prévues aux articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Le prestataire devra porter immédiatement à la connaissance de la CPAM de la Marne, par lettre recommandée avec accusé de réception, toutes les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- à la forme de l'entreprise ;
- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- et plus généralement, toutes les modifications importantes relatives au fonctionnement de l'entreprise.

5.2 CLAUSE DE REEXAMEN

Les organismes peuvent fermer ou acquérir des bâtiments durant la période du marché, par conséquent l'organisme informera le titulaire du marché par écrit en indiquant le motif et les prestations qui seront concernés, dans un délai de un (1) mois avant la date de fermeture ou d'ouverture du site.

Un avenant sera formalisé. Le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité au titre de la modification des lieux de la prestation.

5.3 CLAUSE DE REEXAMEN POUR MODIFICATION DES PRESTATIONS

Les organismes bénéficiaires se réservent la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans le marché, en cas de changement d'occupants, ou suite à des travaux réalisés dans les locaux.

Les modifications concernées pourront porter sur :

La fréquence de passage,

La modification des prestations.

Les organismes bénéficiaires se réservent également la possibilité de demander l'ajout, la suppression de prestations de services ainsi que la modification des fréquences des prestations. Un avenant sera formalisé.

Les organismes se réservent la possibilité de modifier les jours et/ou les horaires d'intervention.

ARTICLE 6 - DETERMINATION DES PRIX

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prix du marchés sont réputés comprendre toutes les mesures nécessaires au parfait déroulement de la prestation, et notamment :

- Les frais de déplacement ;
- Les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation ;
- Les frais d'assurances et d'accidents ;
- D'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des prestations.

6.1 FORME DES PRIX

Le marché est traité à prix forfaitaire pour l'abonnement comprenant la hotline, l'accès à la plateforme et/ou l'espace personnel et/ou l'application mobile, l'installation et la maintenance des casiers pour le site de Reims, le passage d'un concierge 3 fois par semaine, le passage d'un runner pour les autres sites de la CPAM de la Marne et l'accès au catalogue tarifaire.

6.2 VARIATION DES PRIX

6.2.1 Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables. La révision de prix sera effectuée à chaque date anniversaire du marché.

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets, ils sont déterminés après application d'une remise en pourcentage sur le tarif du titulaire.

6.2.2 Choix du paramètre de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

Les référence choisie est le tarif du titulaire dans son offre.

6.2.3 Modalités de révision des prix

Le montant forfaitaire de la prestation, objet du marché, sera révisé chaque année à la date anniversaire de la signature du marché suivant la formule ci-dessous :

$$Pr = Po (0,15 + 0,25 FSD2/FSD2o + 0,60 S/So)$$

dans laquelle :

Pr = nouveau prix à la date de révision du marché,

Po = prix initial mentionné à l'acte d'engagement

FSD2 = Indice « Frais et services divers 2 » (base 100 en juillet 2004) publié par le Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment, valeur du mois précédent la date anniversaire de la signature du marché,

FSD2o = Même indice valeur pour le mois de remise des prix.

S = Indice mensuel du coût horaire du travail d'activité du secteur « services principalement rendus aux entreprises », ICHT-TS tous salariés (base 100 en décembre 2008,) publié sur le site de l'INSEE (insee.fr)

valeur du mois précédent la date anniversaire de la signature du marché,

So = Même indice valeur pour le mois de remise des prix.

Si l'indice du mois de révision n'est pas connu, la révision s'effectue sur la base du dernier indice connu.

Les nouveaux prix devront être communiqués au moins un mois avant la date de révision des prix du marché.

6.3 CLAUSE DE SAUVEGARDE

Ces révisions ne pourront pas dépasser 2.5 % des prix initiaux. En cas de dépassement, la CPAM de la Marne se réserve la faculté de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée des prestations.

6.4 OFFRE PROMOTIONNELLE

Le candidat a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix des prestations.

ARTICLE 7- REGLEMENT DES PRESTATIONS

7.1 AFFICHAGE DES PRIX A PAYER

Afin de garantir l'information, le titulaire doit procéder à l'affichage des prix à payer et remettre une facture à l'agent après paiement.

7.2 MOYENS DE PAIEMENTS

Les moyens de paiement acceptés par le titulaire sont le chèque, la carte bleue, le chèque emploi service universel (dans les cas prévus par la législation et si accepté par le prestataire) ou encore si possible la carte rechargeable que le titulaire pourra mettre gracieusement à disposition des agents. Les agents pourront alors l'approvisionner au fur et à mesure de leurs besoins.

Le titulaire du marché mettra à disposition des agents de la CPAM de la Marne la liste de ses prestataires qui acceptent les chèques emploi service universel.

7.3 REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les prestations seront payées directement par l'agent.

La CPAM de la Marne prend en charge le coût de fonctionnement mensuel de la Conciergerie.

ARTICLE 8 - MODALITE DE REGLEMENT

8.1 FACTURES

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

La facturation électronique sera transmise si possible par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=els1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail

public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

En cas de transmission en dehors du portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » les factures devront être transmises à l'adresse :

- **achats.cpam-marne@assurance-maladie.fr**

La facturation interviendra mensuellement pour le mois écoulé sur présentation d'une facture adressée à la CPAM de la Marne.

La facture afférente au paiement sera établie en un original et une (1) copie portant en outre les mentions légales et informations suivantes :

- Nom et adresse du créancier,
- Numéro de compte bancaire ou postal,
- La référence du marché,
- La nature des services effectués et les dates de livraisons le cas échéant,
- La période relative à la facture,
- Le montant HT de la prestation réalisée,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le lieu de livraison le cas échéant.

8.2 DELAI DE PAIEMENT

La Directrice Comptable et Financier de la CPAM de la Marne règle les sommes dues mensuellement dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture, sous réserve que celle-ci ne fasse pas l'objet d'une contestation.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, publiée au Journal Officiel le 25 août 2021, le titulaire du marché devra s'assurer du respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité. A ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction, dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du marché public, qu'ils s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et de dignité. Le titulaire doit également veiller au respect de ces mêmes obligations à tout éventuel co-traitant ou sous-traitant dès lors qu'ils participent à l'exécution du marché.

Si l'organisme constate le non-respect de ces obligations et par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités pourront être appliquées.

9.1 RECRUTEMENT ET REMUNERATION DU PERSONNEL

Le titulaire recrute et rémunère le personnel compétent et nécessaire au fonctionnement de la conciergerie et l'emploie sous sa seule responsabilité. Le personnel du titulaire affecté à la réalisation des prestations, reste sous l'autorité et la responsabilité exclusive du titulaire qui est seul considéré comme son employeur. Ce dernier assumera seul et directement, par les moyens de son choix et sous sa responsabilité, la direction, l'encadrement, la sécurité et la discipline.

Le titulaire devra communiquer à l'organisme, s'il le demande, tous les renseignements administratifs relatifs à l'état civil de son personnel : nom, prénom, date et lieu de naissance.

Il s'engage à réaliser le travail avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du travail ou règles d'effet équivalent pour les travailleurs étrangers.

La CPAM de la Marne se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux et de demander le remplacement immédiat du personnel du titulaire qu'elle jugerait indésirable où ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire s'engage à fournir au référent de l'organisme, la liste nominative des agents affectés sur les sites.

En cas de changement de personnel pendant la période d'exécution du présent marché (y compris pour un remplacement provisoire), le titulaire est tenu de communiquer au référent de l'organisme, avant leur venue sur le site, les noms des nouveaux employés.

L'organisme se réserve la possibilité de demander au prestataire une copie du contrat de travail du personnel travaillant dans le cadre du présent marché.

9.2 COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande discrétion et correction.

Le personnel du titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant à l'organisme ou aux occupants de l'un des sites, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objet ne peuvent, sans autorisation expresse de l'organisme être communiqué à d'autres personnes.

La titulaire s'engage à informer l'ensemble de son personnel de tous les impératifs et règles de sécurités prévus dans le cadre de la législation du travail.

Le titulaire est responsable de ses agents en toutes circonstances et, pour quelque cause que ce soit, il est responsable des vols, pertes, dégradations et autres dégâts qui pourraient être commis par son personnel à l'occasion de l'exécution de la prestation.

Le titulaire fournit à son personnel, un badge, une veste, une carte ou autre au nom de l'entreprise pour faciliter son identification.

En outre, la personne identifiée comme référente pour l'exécution du présent marché sera tenu de participer aux instances et réunions pouvant être prévues.

Le titulaire doit satisfaire à la réglementation d'obligation d'emploi des personnes handicapées au sein de son entreprise.

9.3 SERVICE EN CAS D'ABSENCE

Le titulaire sera tenu d'assurer en cas d'arrêt de travail-maladie, congés, ..., le remplacement de son personnel afin que cela ne perturbe d'aucune façon la bonne exécution des prestations. En cas d'absence prévue, le titulaire s'engage à recourir à un opérateur disposant du niveau de compétence requis pour assurer les missions.

Tout changement fera l'objet d'une information, auprès de la personne référente de l'organisme, au moins 24 heures avant le remplacement.

En cas d'absence imprévue, le titulaire s'engage dans un délai maximum d'une (1) heure maximum à recourir à un opérateur disposant d'un niveau de compétence et de connaissance nécessaire à la réalisation des missions.

Dans le cas où un passage hebdomadaire ne serait pas assuré, de manière régulière du fait du titulaire et par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, des pénalités pourront être appliqués.

9.4 CONTINUITE DE SERVICE

En cas de pandémie, le titulaire s'engage à assurer, dans la mesure du possible, le maximum des missions qui lui sont confiés. Un plan de continuité des activités pourra être mis en place d'un commun accord avec l'organisme afin d'assurer la continuité des services.

En cas de force majeure, le titulaire se rapprochera du référent de l'organisme pour étudier d'un commun accord, les modalités de service minimum.

9.5 TRANSFERT DE RISQUES

Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

9.6 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 4 du CCAG FCS et dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, la CPAM de la Marne pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE 10 – PENALITES

Le titulaire du marché a une obligation de résultat.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont cumulables. Il sera fait application, sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

10.1 PENALITE POUR RETARD

- En cas de retard récurrent et non dûment justifié du délai sur lequel le titulaire s'est engagé dans son offre, pour une livraison d'une fourniture ou d'un service, une pénalité de 100 € par jour de retard sera appliquée

10-2 PENALITES POUR NON OBTENTION DE RESULTATS, MANQUEMENT A UNE OBLIGATION CONTRACTUELLE OU DEFAILLANCE

- Non-conformité des services proposés : pour le cas où 3 incidents auraient été constatés sur un mois calendaire, une pénalité forfaitaire de 150 € HT sera appliquée.
- Absence de passage : pour le cas où l'absence de passage hebdomadaire, est constatée **de manière récurrente et non dûment justifiée**, une pénalité forfaitaire de 150 € HT sera appliquée.

Les dates, délais et échéances mentionnés sur le présent CCP et ses annexes ou joints à l'Acte d'Engagement ont un caractère impératif pour le titulaire qui s'engage à les respecter.

10-3 PENALITE POUR NON DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

Le recours à la sous-traitance est soumis à l'acceptation de l'organisme, de ce fait, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché. Cette pénalité s'applique par jour de retard.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG FCS, le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché.

10-4 PENALITE POUR NON RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

En cas de non-respect des principes de la République définis à l'article 9 du présent CCP, une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € HT sera appliquée par manquement constaté.

10.5 PENALITE POUR NON TRANSMISSION DES STATISTIQUES ET ENQUÊTES PENDANT LA DUREE DU MARCHE

En cas de non transmission dans les délais donnés, des statistiques et enquêtes que le titulaire doit réaliser conformément aux articles 4 et 14 du présent CCP, une pénalité forfaitaire d'un montant de 50 € HT sera appliquée par manquement constaté.

ARTICLE 11 – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant au moins égal à 5% du montant hors taxes du marché lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du Code du Travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L8221-5 enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 12 – INTERETS MORATOIRES

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R2192-10 à R2192-11 code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros conformément aux dispositions de l'article D2192-35 du code de la commande publique.

ARTICLE 13 – NANTISSEMENT/CESSION DE CREANCES

Le nantissement et la cession de créances sont régis par les articles R2191-45 à R2191-63 et R2193-22 du Code de la commande publique.

ARTICLE 14 – CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Dans le cadre d'une politique d'achat responsable dans son fonctionnement courant, l'organisme cherche à favoriser :

- les matériels plus respectueux de l'environnement,
- la saisonnalité des produits,
- la proximité du lieu de production,
- le mode de production plus respectueux de l'environnement (biologique, commerce équitable),

- la réduction des emballages et la nature recyclable de ces emballages,
- la mise en place d'une organisation logistique qui permette de limiter les transports et la consommation d'énergie qu'ils induisent
- travailler en priorité avec des prestataires locaux, artisans, associations et Services d'Aide par le Travail (ESAT) ainsi que des entreprises adaptées et d'insertion, localisés dans la Marne

Dans ce cadre, le titulaire devra en rendre compte trimestriellement au groupement, au travers d'un bilan les heures de travail effectuée avec des ESAT ainsi que les heures effectuées avec des entreprises adaptées et d'insertions. Veuillez à renseigner séparément les heures effectuées avec des ESAT et celles effectuées avec des entreprises adaptées et d'insertion.

ARTICLE 15 – RESILIATION

Sauf dans les cas prévus aux articles 39 à 41 du CCAG-FCS et à l'article 15 du présent CCP, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

Le titulaire doit apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de la part de l'indemnisation résultant des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de la décision de résiliation. Cette indemnité est calculée en application de l'article 42 dudit CCAG-FCS.

Toutefois, aucune indemnité n'est due si la résiliation est suivie de l'attribution, par le groupement d'un nouveau marché au titulaire.

Le présent marché peut faire l'objet de la mise en œuvre d'un marché par notre organisme national ou par notre structure régionale, susceptible d'intervenir à tout moment de la durée du marché, reconductions comprises.

Dans cette hypothèse, l'organisme se réserve le droit de mettre fin au présent marché à tout moment avec un préavis de deux (2) mois. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 16 – RESPONSABILITE

D'une façon générale, le titulaire répondra de toutes les conséquences dommageables de quelque nature qu'elles soient, résultantes de l'exécution des prestations dont il a la charge.

Il sera notamment responsable :

- des dommages de toutes natures qui pourraient être causés de son fait ou de celui des personnes travaillant sous sa direction (sous-traitants, fournisseurs, prestataires).
- de tous les dommages directs ou indirects dus à une fausse manœuvre ou négligence dans l'emploi des équipements, matériels ou installations situées au sein des locaux des différents sites la CPAM de la Marne.

Il fera en outre son affaire des accidents et sinistres causés par lui et ses sous-traitants dont lui-même et/ou ses employés pourraient être victimes au sein des locaux de la CPAM de la Marne.

Compte tenu de la mission de service public du pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à assurer la réception, la livraison et la distribution en toute circonstance. Il doit informer l'organisme des éventuelles difficultés rencontrées et prendre toute mesure de substitution nécessaires avec des moyens internes ou externes au service, afin d'assurer la continuité du service.

En cas de manquement répété, le titulaire s'expose à l'application de pénalités telles que définies à l'article 10 du présent CCP.

ARTICLE 17-ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le titulaire du marché ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai qui ne pourra être fixé en deçà de 3 jours à compter de la demande de l'organisme**, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après l'exécution des prestations.
- d'une assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités et comportant une garantie de perte ou de vol.

Toute franchise est à la charge du titulaire.

Toute fausse déclaration entraînerait la possibilité de rupture du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

L'attestation doit comporter au minimum les indications suivantes :

- Nom de l'assuré,
- Montant des garanties pour les dommages matériels, corporels, immatériels consécutifs et non consécutifs,
- Montant des franchises éventuelles,
- Activités exactes garanties,
- Durée et date de l'attestation.

Le titulaire s'engage formellement à avertir l'organisme de tout changement d'assureur en cours d'exécution des prestations et à lui remettre immédiatement une nouvelle attestation d'assurance.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

ARTICLE 18-CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE

En cas de changements dans **l'entreprise** affectant ou non sa forme juridique, le titulaire s'engage formellement à en informer directement et immédiatement par écrit **l'organisme** et à

fournir dans les délais les plus brefs les différents documents formalisant les différents changements.

ARTICLE 19 – SOUS TRAITANCE

19.1 RESPONSABILITE DU TITULAIRE FACE AU SOUS-TRAITANT

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant de l'organisme.¹

Toute sanction définie par le présent CCP sera applicable exclusivement au titulaire seule entité ayant un lien contractuel avec l'organisme.

En cas de résiliation pour faute notifiée au titulaire, celui-ci devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision. En ce cas, il fera son affaire de l'ensemble des actes successifs à cette décision de résiliation concernant son sous-traitant.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG FCS, le titulaire ne peut sous-traiter la totalité de son marché, le recours à un ou plusieurs sous-traitant(s) est soumis à l'acceptation de l'organisme² et à l'agrément de ses conditions de paiement quel que soit le montant de la sous-traitance.

Si le titulaire ne soumet pas le sous-traitant à l'acceptation de l'organisme, le titulaire est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1/3 000 du montant hors TVA du marché. Cette pénalité s'applique par jour de retard.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet contre récépissé au référent de l'organisme ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception :

Une déclaration (ou formulaire DC4 fournis dans le Dossier de Consultation des Entreprises ou en accès libre sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

¹ Tout désordre, toute mauvaise réalisation ou réalisation non conforme, voire tout oubli dans la réalisation de certaines prestations, enfin tout retard et tout autre manquement inhérent au sous-traitant sera imputée au titulaire du marché et fera l'objet d'une notification en ce sens à son intention. Il appartient alors à l'entreprise principale de prendre toutes les dispositions nécessaires, notamment à l'égard de son sous-traitant, pour remédier à ces différents manquements contractuels volontaires ou involontaires.

² Les sous-traitants dont il s'agit sont de premier rang ou « directs »

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

Sous réserve que la demande ait été complète, la notification du marché emportera acceptation du sous-traitant dès lors que la demande est intervenue avant la date limite de remise des offres.

En cas de recours à la sous-traitance, le candidat ou le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses des pièces constitutives du marché. Le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des prestations sous-traitées.

Si la demande intervient après la remise des offres ou après notification marché, elle sera constatée par la rédaction d'un acte spécial signé des deux parties et le titulaire devra établir dans les conditions visées à l'article 13 du CCP que la cession ou le nantissement ne s'oppose pas à l'acceptation du sous-traitant.

Le silence de l'organisme gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception de la totalité des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

19.2 PAIEMENT DIRECT DU SOUS TRAITANT DE 1^{ER} RANG OU DIRECT

Le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC.³

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante⁴. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier l'original à l'occasion de la demande de paiement.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse à l'organisme pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

³ Le sous-traitant ne peut renoncer à ce droit, toute renonciation au paiement direct étant réputée non écrite conformément à l'article 7 de la loi du 31 décembre 1975.

⁴ La demande de paiement est libellée au nom de l'acheteur public, mais les factures jointes doivent être libellées au nom du titulaire du marché, car le lien contractuel est établi entre le sous-traitant et le titulaire du marché. Toute facture libellée au nom du pouvoir adjudicateur est irrégulière.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par l'organisme.

19.3 INTERVENTION D'UN SOUS-TRAITANT INDIRECT⁵ DANS L'EXECUTION DES PRESTATION ET MODALITE DE PAIEMENT

Le sous-traitant ne peut sous-traiter l'exécution de la partie du marché qui lui a été sous-traitée qu'à la condition d'avoir obtenu de la personne signataire du marché l'acceptation de ce sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire une déclaration comportant l'ensemble des informations exigées pour la déclaration d'un sous-traitant direct.

L'exécution des prestations par le sous-traitant indirect ne peut intervenir avant l'envoi à la personne signataire du marché, par recommandé avec accusé de réception ou remise contre récépissé, de la caution personnelle et solidaire, ou d'une délégation de paiement acceptée par le représentant de l'organisme.

Si le paiement du sous-traitant indirect est garanti par une caution personnelle et solidaire, une attestation du titulaire, indiquant qu'il en a reçu copie, est jointe à l'envoi de la caution.

En cas de délégation de paiement, l'entrepreneur principal du sous-traitant indirect transmet au titulaire aux fins de remise au représentant de l'organisme, l'acte par lequel l'entrepreneur principal donne délégation au représentant de l'organisme pour paiement à son sous-traitant à concurrence du montant des prestations exécutées par ce dernier. Cet acte, qui doit être remis au représentant de l'organisme contre récépissé ou par lettre recommandée avec avis de réception doit comporter les éléments mentionnés à l'article 19.1 du présent CCP.

ARTICLE 20 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

⁵ Le sous-traitant indirect est le sous-traitant du sous-traitant, et ainsi de suite.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins de l'exécution du présent marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du présent marché,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du présent marché,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission, ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du présent marché et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du marché,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent marché et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 21-REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'organisme et le titulaire du marché ne pourront être invoqué par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à

effectuer.

En application de l'article 15 de l'arrêté du 16 juin 2008 modifié, portant réglementation, sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale, en cas de litige relatif à la passation ou à l'exécution du présent marché, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile :

- Le Comité consultatif de règlement amiable des différends ou des litiges (CCRA) compétent pour la Marne : Préfecture de Meurthe-et-Moselle, 1, rue du Préfet CLAUDE Erignac, 54038 NANCY, Tél : 03.83.34.25.65
- Le Médiateur des entreprises :
<http://economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du présent marché est le Tribunal de Grande Instance (TGI) de Reims, situé au 1 Place Myron Herrick, 51000 Reims

ARTICLE 22-DEROGATIONS

- L'article 2.2 déroge aux articles 4.1 du CCAG FCS
- L'article 4.6 déroge à l'article 14 du CCAG FCS
- L'article 8 déroge à l'article 14 du CCAG FCS
- L'article 8.3 déroge à l'article 14 du CCAG FCS
- L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG FCS
- L'article 16 déroge à l'article 9.2 du CCAG FCS